



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 05/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CENTRE HOSPITALIER BLOIS**

Mail Pierre Charlot  
41016 Blois

Références : 2025 - 554  
Code AIOT : 0010008595

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement CENTRE HOSPITALIER BLOIS implanté Mail Pierre Charlot 41016 Blois. L'inspection a été annoncée le 12/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées. Cette action nationale vise à contrôler les installations de combustion moyennes de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 50 MW.

Ce contrôle consiste notamment en la vérification du combustible utilisé par l'installation, la bonne réalisation du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques ainsi que le respect des valeurs limites d'émission applicables de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif

- aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
- aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au

titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRE HOSPITALIER BLOIS
- Mail Pierre Charlot 41016 Blois
- Code AIOT : 0010008595
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT est le centre hospitalier de Blois et les installations contrôlées sont les installations de combustion.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/05/2010, article 1.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	VLE - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
9	VLE chaudières - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Demande d'action corrective	2 mois
10	Conformité aux VLE - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Mesure périodique - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III	Demande d'action corrective	2 mois
12	Mesure périodique - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V	Demande d'action corrective	2 mois
13	Evaluation de la conformité aux VLE - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI	Demande d'action corrective	2 mois
15	Livret de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	chaufferie - Déclaration	03/08/2018, article 6.7		
16	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Demande d'action corrective	2 mois
19	VLE chaudières - Enregistrement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58 > I.	Demande d'action corrective	2 mois
20	Mesure périodique – Enregistrement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74 > III.	Demande d'action corrective	2 mois
21	Mesure périodique (- de 500 h/an) - Enregistrement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 80	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Combustible - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
4	Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale D	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1	Sans objet
5	Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière D	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2	Sans objet
7	VLE Turbines et moteurs - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.	Sans objet
8	VLE Moteurs - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Système de traitement des fumées - Déclaration	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
17	Appareils destinés aux situations d'urgence- Enregistrement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2	Sans objet
18	VLE appareils urgence (turbines et moteur)- Enregistrement	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56 > II.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/05/2010, article 1.2.2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations classées			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Intitulé	Régime	Capacité
2910.A.1	Installations de combustion, la puissance thermique nominale étant supérieure ou égale à 20 MW	A	C h a u d i è r e fonctionnant au gaz naturel (au fioul domestique en cas de secours du réseau GDF) Chaufferie principale : = chaudière eau chaude u° 1 : 3 480 kW chaudière eau chaude n° 2 : 2 300 kW chaudière eau chaude n° 3 : 3 480 kW chaudière eau

			chaudière eau chaude n° 4 : 3 480 kW chaudière eau chaude n° 5 : 3 480 kW = chaudière vapeur : 3 480 kW
--	--	--	---

Chaudière fonctionnant au gaz naturel (au fioul domestique en cas de secours du réseau GDF)

Chaufferie principale :

- chaudière eau chaude u° 1 : 3 480 kW
- chaudière eau chaude n° 2 : 2 300 kW
- chaudière eau chaude n° 3 : 3 480 kW
- chaudière eau chaude n° 4 : 3 480 kW
- chaudière eau chaude n° 5 : 3 480 kW
- chaudière vapeur : 3 480 kW

Chaufferie maison médicale :

- chaudière n°1 : 1 050kW
- chaudière n°2 : 1 050kW

Chaudière La Roselière :

- eau chaude n°1 : 840 kW
- eau chaude n°2 : 1 100 kW

Groupe électrogènes fonctionnant au fioul domestique (exclusivement en secours du réseau EDF)

Local groupes électrogènes :

- groupe n°1 : 870 CV soit 2 100 kW en Pth
- groupe n°2 : 870 CV soit 2 100 kW en Pth
- groupe n°3 : 6 500 kW en Pth

Groupe électrogène la Roselière :

- P : 630 kVa soit 1512 kW en Pth (exclusivement en secours du réseau EDF)

Groupe électrogène Psychiatrie :

- P : 100kVa soit 290kW en Pth (exclusivement en secours du réseau EDF)

Puissance totale du site : 36,24 MW

### Constats :

Chaudière 4, 6, 7, 8 et 9 = 17,1 MW  
Lors de la visite d'inspection ; seule la situation administrative au titre des installations de combustion (rubrique 2910) a été examinée.

En 2017, l'exploitant a transmis à la préfecture un courrier portant le projet de transfert de certaines activités de chaufferie du centre hospitalier de Blois à éco chaleur de Blois. Ce courrier évoque la présence d'une nouvelle chaudière dans le local technique, et précise donc les 5 chaudières exploitées par éco chaleur de Blois :

- Chaudière n°1 : 3 222 kW
- Chaudière n°2 : 2 850 kW
- Chaudière n°3 : 3 900 kW
- Chaudière n°4 : 3 897 kW
- Chaudière n°6 : 5 000 kW

Néanmoins, ce courrier, mentionnant le tampon PROJET en première page, les changements opérés pour les chaudières du local technique n'avaient pas été actés par l'Administration.

Le 26 novembre 2021, l'exploitant a transmis un courrier pour porter à la connaissance de la préfecture la mise à l'arrêt de la chaudière à vapeur de la blanchisserie, qui représentait une puissance de 3 480 kW.

Enfin, le jour de la visite d'inspection, les installations de combustion de l'exploitant sont composées de :

1. Blanchisserie/local technique
  1. Groupe électrogène 1, 2 et 3 = 6,15 MW
  2. Chaudière 4, 6, 7, 8 et 9 = 17,1 MW
  3. Brûleurs blanchisserie 1, 2, 3, 4, 5 et 6 = 1,37 MW
2. Psychiatrie
  1. 1 groupe électrogène = 0,10 MW : les appareils inférieurs
3. Roselière
  1. 1 groupe électrogène = 1,096 MW
  2. 1 chaudière = 1,1 MW

*La parution des arrêtés ministériels du 03 août 2018 a mené à une évolution de la nomenclature et des prescriptions liées à la rubrique 2910.*

*D'après l'article 1er de l'arrêté ministériel du 03 août 2018, les dispositions de l'arrêté ne s'appliquent pas aux appareils de combustion d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 1 MW. Ces appareils ne sont donc pas retenus pour le calcul de la puissance thermique nominale de l'installation.*

*De plus, l'arrêté précise comme définition d'une installation de combustion :*

**Installation de combustion** : on considère comme une installation de combustion unique tout groupe d'appareils de combustion exploités par un même exploitant et situés sur un même site (enceinte de l'établissement) sauf à ce que l'exploitant démontre que les appareils ne pourraient pas être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune.

La puissance totale des installations est de 25,446 MW : elle se situe entre 1 et 50 MW, donc les installations de combustion sont classées au titre de la rubrique ICPE 2910.

Dans le cas du centre hospitalier de Blois, en raison de la distance entre le bâtiment de la roselière, le bâtiment psychiatrie et le bâtiment abritant la blanchisserie et le local technique, il sera considéré que ce sont 3 installations distinctes. La blanchisserie et les locaux techniques seront considérés comme une même installation (même bâtiment).

Cependant, l'installation dans le bâtiment psychiatrie étant inférieure à 1 MW, celle-ci n'est pas soumise à la rubrique ICPE 2910.

De ce fait, on obtient 2 installations :

1. Installation Blanchisserie/local technique

1. Groupe électrogène 1, 2 et 3 = 6,15 MW
2. Chaudière 4, 6, 7, 8 et 9 = 17,1 MW

Soit un total de 23,25 MW. L'ensemble des appareils de combustion fonctionnant au fioul ou au gaz, et la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW, l'installation blanchisserie/local technique est donc classé au titre de la rubrique 2910.A.1 sous le régime de l'Enregistrement.

## **2. Installation Roselière**

1. 1 groupe électrogène = 1,096 MW
2. 1 chaudière = 1,1 MW

Soit un total de 2,196MW. L'ensemble des appareils de combustion fonctionnant au fioul ou au gaz, et la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW, l'installation de combustion de la roselière est donc classé au titre de la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la Déclaration.

De ce fait, l'établissement comporte deux installations classées au titre de la rubrique 2910 des installations classées protection de l'environnement (ICPE) :

- L'installation de combustion blanchisserie/local technique est classée à enregistrement au titre de la rubrique 2910.A.1
- L'installation de combustion de la roselière est classée à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2910.A.2
- L'installation de combustion psychiatrie n'est pas classée au titre des rubriques ICPE

L'exploitant a évoqué que le projet de scission des activités de chaudières exploitées par eco chaleur Blois pour la ville de Blois était toujours en cours.

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de la mise à l'arrêt des chaudières 1, 2, 3 et 5, et de la mise en fonctionnement des chaudières 6, 7, 8 et 9.

**L'exploitant n'est pas à jour de sa situation administrative. Les évolutions des installations de combustion ayant eu lieu au cours du temps n'ont pas toutes été portées à la connaissance du préfet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

**Prescription contrôlée :**

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

Les installations de combustion exploitées sur le site ont une puissance thermique nominale totale de 25,446 MW.

Selon les dispositions du II de l'article R. 515-114 du code de l'environnement, certaines données des installations de combustion auraient dû être transmises selon les modalités de recueil de données décrites dans l'arrêté du 2 janvier 2019 avant le 31 décembre 2023.

**Ainsi, l'exploitant doit réaliser cette transmission sans délai et transmettre à l'inspection des installations classées le numéro affecté à sa télédéclaration prouvant la bonne réalisation de cette transmission.**

Les dispositions relatives au recueil des données figurent sur le site internet suivant :

<https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw>)

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Combustible - Déclaration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A

**Prescription contrôlée :**

Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.  
Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le tableau de synthèse de ces équipements suivants :  
(Voir Annexe)

L'ensemble des combustibles utilisés, pour les installations de la blanchisserie/local technique (2910-A-1) et de la roselière (2910-A-2) font partie des combustibles utilisés pour la rubrique 2910-A.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale D**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.1

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière roselière : 1,1 MW</li> <li>• Groupe électrogène roselière : 1,096 MW</li> </ul> Le groupe électrogène de l'établissement est un appareil d'urgence, à savoir utiliser uniquement pour prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci et pour les tests périodiques. Le groupe électrogène de l'installation de la roselière respecte la limite des 500 heures par an.  <b>Pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière D

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des chaudières de l'établissement sont des appareils d'urgence, à savoir utilisés uniquement pour prendre le relais de l'alimentation principale du site (en secours du réseau de chaleur de la ville) en cas de défaillance accidentelle de celle-ci et pour les tests périodiques.  Les appareils concernés sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière n°4 (3,00 MW) : 2h/an</li> <li>• Chaudière n°6 (4,50 MW) : 219h/an</li> <li>• Chaudière n°7 (2,20 MW) : 219h/an</li> </ul>

- Chaudière n°8 (3,70 MW) : 219h/an
- Chaudière n° 9 (3,70 MW) : 219h/an
- Chaudière roselière (1,1 MW) : 257h/an

L'ensemble de ces appareils respectent la limite des 500 heures par an.

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :

- Chaudière roselière : 1,1 MW
- Groupe électrogène roselière : 1,096 MW

La chaudière de la roselière est un appareil destiné exclusivement à venir au secours du réseau de gaz de ville. Cet appareil respecte la limite des 500 heures par an.

Cependant, la chaudière de la roselière ne répond pas à la définition de l'arrêté ministériel "destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière". La chaudière de la roselière entre cependant dans la définition des appareils de combustion d'appoint (susceptible d'être utilisé en cas de besoin de chaleur supplémentaire de l'établissement), dans la limite des 500h/an.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : VLE - Déclaration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Conditions de référence

#### **Prescription contrôlée :**

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm3), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm3) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

#### **Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :

- Chaudière roselière : 1,1 MW
- Groupe électrogène roselière : 1,096 MW

Ces deux appareils fonctionnent au gaz.

Cependant, les articles 1.4.1 et 1.4.2 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 précisent que les dispositions du point 6.2.4 susmentionné ne s'appliquent :

- ni aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500

heures par an,

- ni aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.

**En conséquent, le groupe électrogène de l'installation soumise au régime de la déclaration de l'exploitant n'est pas soumis à cette prescription.**

En revanche, la chaudière de la roselière apparaît être un appareil d'appoint (turbines, moteurs ou chaudière fonctionnant moins de 500h/an susceptible d'être utilisé en cas de besoin de chaleur supplémentaire dans l'établissement), et est donc soumise à cette prescription.

**L'exploitant ne fait pas réaliser de contrôle des rejets atmosphériques de sa chaudière de la roselière. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE de celle-ci et de l'application des conditions de référence.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : VLE Turbines et moteurs - Déclaration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Conditions de référence

**Prescription contrôlée :**

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 %.

**Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :

- Chaudière roselière : 1,1 MW
- Groupe électrogène roselière (moteur) : 1,096 MW

Seul le groupe électrogène roselière est concerné par cette prescription.

<p>Cependant, l'article 1.4.1 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 précise que les dispositions du point 6.2.4 susmentionné ne s'applique pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</p> <p><b>En conséquent, le groupe électrogène soumis au régime de la déclaration de l'exploitant n'est pas soumis à cette prescription.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : VLE Moteurs - Déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.5.2°.I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Existants + nouveaux - Ptotale > 5 MW - < 500 h/an
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Polluants : SO<sub>2</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) NO<sub>x</sub> (mg/Nm<sup>3</sup>) Poussières (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>Combustibles liquides : - / 225 (1)(2)(3)(8) / -</p> <p>Autres combustibles liquides que le fioul domestique : 565 / 225 (1) (2) (3) (8) / 40</p> <p>Combustibles gazeux : 15 (7) / 100 (4) (5) (6) / -</p> <p>Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm<sup>3</sup>)</p> <p>(1) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014. NO<sub>x</sub> : 450</p> <p>(2) Installation utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode liquide). NO<sub>x</sub> : 750</p> <p>(3) Installation déclarée après le 1er janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode liquide). NO<sub>x</sub> : 450</p> <p>(4) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014. NO<sub>x</sub> : 130</p> <p>(5) Installation déclarée avant le 1er janvier 2014 utilisant un système d'allumage par injection pilote (moteur à double combustible en mode gaz). NO<sub>x</sub> : 190</p> <p>(6) Installation consommant du GPL déclarée après le 1er janvier 2014 et mise en service avant le 20 décembre 2018. NO<sub>x</sub> : 190</p> <p>(7) Installation consommant du gaz naturel ou du biométhane. SO<sub>2</sub> : -</p> <p>(8) Jusqu'au 20 décembre 2028, pour les installations déclarées avant le 20 décembre 2018 dont la durée de fonctionnement est inférieure à 500 h/ an. NO<sub>x</sub> : 750</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les valeurs limites d'émission s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses, aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an.</p>

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :

- Chaudière roselière : 1,1 MW (257h)
- Groupe électrogène roselière (moteur) : 1,096 MW (72h)

Seul le groupe électrogène (moteur) est concerné par cette prescription. Cet appareil fonctionne moins de 500 heures par an. Il est exploité depuis 2009, soit avant le 1er janvier 2014.

Cependant, l'article 1.4.1 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 précise que les dispositions du point 6.2.4 susmentionné ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.

**En conséquent, le groupe électrogène soumis au régime de la déclaration de l'exploitant n'est pas soumis à cette prescription.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : VLE chaudières - Déclaration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

##### **Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), « rapportés aux conditions normales » de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

**I. « a) »** Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :

(...)

- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

(...)

Combustibles	SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	NO <sub>x</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> )
Gaz naturel	-	150	-

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière roselière : 1,1 MW</li> <li>• Groupe électrogène roselière : 1,096 MW</li> </ul> <p>La chaudière de la roselière apparaît être un appareil d'appoint (turbines, moteurs ou chaudière fonctionnant moins de 500h/an susceptible d'être utilisé en cas de besoin de chaleur supplémentaire dans l'établissement), et est donc soumise à cette prescription.</p> <p><b>L'exploitant ne fait pas réaliser de contrôle des rejets atmosphériques de sa chaudière de la roselière. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des VLE de celle-ci et de l'application des conditions de référence.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 10 : Conformité aux VLE - Déclaration**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Action si non respect VLE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à</p>



l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.

**Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :

- Chaudière roselière : 1,1 MW
- Groupe électrogène roselière : 1,096 MW

Cependant, l'article 1.4.1 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 précise que les dispositions du point 6.2.4 susmentionné ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.

En conséquence, le groupe électrogène soumis au régime de la déclaration de l'exploitant n'est pas soumis à cette prescription. Seule la chaudière de la roselière est soumise à cette prescription.

**L'exploitant ne fait pas réaliser de mesures des rejets atmosphériques de son installation "Roselière".**

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la conformité aux valeurs limites d'émission de son installation soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration, et en particulier de son appareil de combustion "chaudière roselière".**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Mesure périodique - Déclaration**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/an

**Prescription contrôlée :**

III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.

**Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :

- Chaudière roselière : 1,1 MW : 257h/an
- Groupe électrogène roselière : 1,096 MW : 72h/an

Ces appareils fonctionnent moins de 500 heures par an.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la périodicité des mesures des rejets atmosphériques pour ses installations de combustion de la Roselière, soumises au régime de la déclaration.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 12 : Mesure périodique - Déclaration

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.V

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Conditions de fonctionnement de l'installation

**Prescription contrôlée :**

V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.

Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.

**Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :

- Chaudière roselière : 1,1 MW
- Groupe électrogène roselière : 1,096 MW

**L'exploitant n'effectue pas de mesure des rejets atmosphériques de ses installations soumises à déclaration. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il effectue des mesures dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 13 : Evaluation de la conformité aux VLE - Déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.VI
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Evaluation de la conformité aux VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>
VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
<b>Constats :</b>
Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière roselière : 1,1 MW</li> <li>• Groupe électrogène roselière : 1,096 MW</li> </ul> <p>L'exploitant n'effectue pas de mesure des rejets atmosphériques de ses installations soumises à déclaration. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 14 : Système de traitement des fumées - Déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la roselière soumise à la rubrique 2910.A.2 sous le régime de la déclaration sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière roselière : 1,1 MW</li> <li>• Groupe électrogène roselière : 1,096 MW</li> </ul> <p><b>L'exploitant ne possède pas de système de traitement de fumées sur ces installations.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Livret de chaufferie - Déclaration**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Livret de chaufferie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les livrets de chaufferie présents dans le local technique. Pour chaque chaudière, un livret est présent. Celui-ci contient les contrôles annuels ainsi que l'ensemble des opérations de maintenance effectuées.</p> <p>Néanmoins, le livret ne précise pas le rendement à atteindre pour chacune des chaudières.</p> <p><b>Les livrets de chaufferie des chaudières sont incomplets.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 16 : Efficacité énergétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
<b>Constats :</b>  Les appareils de l'établissement concernés par ces prescriptions sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière n°4 : 3,00 MW</li> <li>• Chaudière n°6 : 4,50 MW</li> <li>• Chaudière n°7 : 2,20 MW</li> <li>• Chaudière n°8 : 3,70 MW</li> <li>• Chaudière n°9 : 3,70 MW</li> <li>• Chaudière Roselière : 1,1 MW</li> </ul> L'établissement a transmis son dernier rapport de contrôle de l'efficacité énergétique, effectué par la société APAVE le 30/11/2023. Ce contrôle concerne les chaudières 4, 6, 7, 8 et 9. Néanmoins, celui-ci précise que le contrôle n'a pas pu être effectué sur les chaudières 4 et 6. Ce contrôle présente également des non conformités, liées à la non-réalisation des mesures de rendement tous les 3 mois en période de fonctionnement. <p><b>L'exploitant ne réalise pas le contrôle de l'efficacité énergétique pour la chaudière la Roselière, ainsi que pour les chaudières n°4 et n°6.</b></p> <p><b>L'exploitant ne réalise pas les mesures de rendement devant être réalisées tous les 3 mois pour chaque chaudière.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 17 : Appareils destinés aux situations d'urgence– Enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 2
--

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au sens du présent arrêté, on entend par : « Appareil de combustion » : tout dispositif technique unitaire visé par la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées dans lequel des combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite ; « Appareil destiné aux situations d'urgence » : a) Turbine ou moteur destiné uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci ; ou b) Turbine dont le fonctionnement est nécessaire pour assurer la sécurité du réseau national d'électricité ;
<b>Constats :</b>  L'ensemble des groupes électrogènes de l'établissement sont des appareils d'urgence, à savoir utilisés uniquement pour prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci et pour les tests périodiques.  Les appareils concernés sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe électrogène n°1 (1,195 MW) présents dans l'installation du local technique : 54h/an</li> <li>• Groupe électrogène n°2 (1,195 MW) présents dans l'installation du local technique : 54h/an</li> <li>• Groupe électrogène n°3 (3,76 MW) présents dans l'installation du local technique : 48h/an</li> <li>• Groupe électrogène de la roselière (1,096 MW) : 72h/an</li> </ul> <b>L'ensemble de ces appareils respectent la limite des 500 heures par an.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : VLE appareils urgence (turbines et moteur)– Enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56 > II.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la blanchisserie et du local technique soumise à la rubrique 2910.A.1 sous le régime de l'enregistrement sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaudière 4 : 3,00 MW, 2h/an</li> <li>• Chaudière 6 : 4,50 MW, 219h/an</li> <li>• Chaudière 7 : 2,20 MW, 219h/an</li> </ul>

- Chaudière 8 : 3,70 MW, 219h/an
- Chaudière 9 : 3,70 MW, 219h/an
- Groupe électrogène 1 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 2 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 3 : 3,76 MW, 48h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902500 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902498 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250857 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250858 : 0,20 MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250859 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40299645 : 0,55 MW, 2259h/an

L'ensemble des groupes électrogènes de l'établissement sont des appareils d'urgence, à savoir utilisés uniquement pour prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci et pour les tests périodiques.

Les groupes électrogènes de l'installation blanchisserie/local technique respectent la limite des 500 heures par an.

il n'y a donc pas de VLE applicable pour les groupes électrogènes.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 19 : VLE chaudières - Enregistrement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 58 > I.

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :- aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et fonctionnant moins de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;  
(...)

Combustible	Puissance	SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> )	NOX (mg/Nm <sup>3</sup> )	P o u s s i è r e s ( m g / N m <sup>3</sup> )
Gaz naturel	20 ≤ P	-	100	-

(...)

**Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la blanchisserie et du local technique soumise à la rubrique 2910.A.1 sous le régime de l'enregistrement sont :

- Chaudière 4 : 3,00 MW, 2h/an

- Chaudière 4 : 3,00 MW, 2h/an
- Chaudière 6 : 4,50 MW, 219h/an
- Chaudière 7 : 2,20 MW, 219h/an
- Chaudière 8 : 3,70 MW, 219h/an
- Chaudière 9 : 3,70 MW, 219h/an
- Groupe électrogène 1 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 2 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 3 : 3,76 MW, 48h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902500 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902498 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250857 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250858 : 0,20 MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250859 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40299645 : 0,55 MW, 2259h/an

L'article 1 de l'arrêté ministériel susmentionné précise que les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux appareils de combustion d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 1 MW : l'ensemble des brûleurs de la blanchisserie ne sont donc pas soumis aux valeurs limites d'émission.

Les appareils soumis aux dispositions prescrivant des VLE sont donc les chaudières 4, 6, 7, 8 et 9, fonctionnant toutes moins de 500 heures.

L'exploitant n'a transmis qu'un seul rapport de mesure des rejets atmosphériques, effectué par la société agréé APAVE le 22/11/2023.

Les mesures effectuées par le laboratoire concernant uniquement les chaudières 7, 8 et 9.

Chacun des 3 essais pour les chaudières 7, 8 et 9 respectent les valeurs d'émission.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon respect des valeurs limites d'émission pour les chaudières 4 et 6.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 20 : Mesure périodique – Enregistrement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74 > III.

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**



Les polluants atmosphériques et aqueux qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 est applicable.

#### **Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la blanchisserie et du local technique soumise à la rubrique 2910.A.1 sous le régime de l'enregistrement sont :

- Chaudière 4 : 3,00 MW, 2h/an
- Chaudière 6 : 4,50 MW, 219h/an
- Chaudière 7 : 2,20 MW, 219h/an
- Chaudière 8 : 3,70 MW, 219h/an
- Chaudière 9 : 3,70 MW, 219h/an
- Groupe électrogène 1 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 2 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 3 : 3,76 MW, 48h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902500 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902498 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250857 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250858 : 0,20 MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250859 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40299645 : 0,55 MW, 2259h/an

Comme vu dans les points de contrôle précédents, les groupes électrogènes de l'installation sont des appareils d'urgence et ne sont donc pas soumis aux valeurs limites d'émission décrites dans la section 3 (valeurs limites d'émission dans l'air) du chapitre V (émissions dans l'air) de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 s'appliquant aux installations soumises à enregistrement de la rubrique 2910.

De plus, l'article 1 de l'arrêté ministériel susmentionné précise que les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas aux appareils de combustion d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 1 MW : l'ensemble des brûleurs de la blanchisserie ne sont donc pas soumis aux valeurs limites d'émission.

Les appareils soumis aux dispositions prescrivant des VLE sont donc les chaudières 4, 6, 7, 8 et 9, fonctionnant toutes moins de 500 heures. Les chaudières 4, 6, 7 et 8 sont soumises à des contrôles périodiques de mesure de leurs rejets atmosphériques.

L'exploitant n'a transmis qu'un seul rapport de mesure des rejets atmosphériques, effectué par la société agréée APAVE le 22/11/2023.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il réalise des contrôles périodiques de ses chaudières 4, 6, 7, 8 et 9.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 21 : Mesure périodique (- de 500 h/an) - Enregistrement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 80

**Thème(s) :** Risques chroniques, /

**Prescription contrôlée :**

Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures pour lesquels l'exploitant s'est engagé à faire fonctionner leur appareil moins de 500 heures par an, au lieu des fréquences au présent chapitre, des mesures périodiques des rejets atmosphériques sont exigées a minima :- toutes les 1 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est comprise entre 1 MW et 20 MW, toutes les 500 heures d'exploitation pour les installations de combustion dont la puissance thermique nominale totale est supérieure ou égale à 20 MW. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.

**Constats :**

Pour rappel, les appareils constituant l'installation de la blanchisserie et du local technique soumise à la rubrique 2910.A.1 sous le régime de l'enregistrement sont :

- Chaudière 4 : 3,00 MW, 2h/an
- Chaudière 6 : 4,50 MW, 219h/an
- Chaudière 7 : 2,20 MW, 219h/an
- Chaudière 8 : 3,70 MW, 219h/an
- Chaudière 9 : 3,70 MW, 219h/an
- Groupe électrogène 1 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 2 : 1,195 MW, 54h/an
- Groupe électrogène 3 : 3,76 MW, 48h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902500 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°5902498 : 0,11MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250857 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250858 : 0,20 MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40250859 : 0,20MW, 2259h/an
- Brûleurs blanchisserie n°40299645 : 0,55 MW, 2259h/an

Seules les chaudières 4, 6, 7, 8 et 9 sont concernés par les prescriptions visant des contrôles périodiques de rejets et les valeurs limites d'émission.

L'installation possède une puissance totale nominale de 24,62 MW, la fréquence d'analyse des rejets atmosphériques est de toutes les 500 heures d'exploitation. De plus, en tout état de cause,

pas inférieure à une fois tous les cinq ans.

En vue des éléments transmis, l'exploitant devrait réaliser un contrôle tous les 5 ans pour la chaudière 4, et un contrôle tous les 2 ans et demi pour les chaudières 6, 7, 8 et 9.

L'exploitant n'a transmis qu'un seul contrôle de ses rejets atmosphériques, effectué en novembre 2023.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des mesures périodiques des rejets atmosphériques.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois